

Interview menée par Perrine Moulinié (Bourgogne Bâtiment Durable) dans le cadre des interviews croisées du groupe de l'AMU.

Synthèse thématique

- Métier & parcours
- Impact de la sociologie de l'énergie sur le secteur du bâtiment
- Risque d'instrumentalisation des Sciences Humaines et Sociales ?
- De la recherche sur les usages à la démarche de l'Assistance à Maîtrise d'Usage (AMU)
- La formulation des besoins et de la demande sociale liés à l'AMU



Si je te demande : « quel est ton métier ? », tu me réponds...

Je suis sociologue mais c'est peut-être plus clair en disant que je fais des « enquêtes de terrain ». C'est cette pratique d'enquête et leur accumulation qui me donne de la légitimité. Je tiens à cet ancrage qui me permet de donner de la crédibilité aux idées que défend la sociologie de l'énergie et de faire du lien entre différentes problématiques.

Les connaissances qui sont produites dans ce cadre sont plus facilement appropriables, notamment par les professionnels du bâtiment et de l'énergie car elles renvoient à leurs expériences.

Quel a été ton parcours ?

J'ai une formation en sociologie classique, universitaire, c'est-à-dire en sociologie politique, des organisations, de la famille, de la société contemporaine. Mais je ne me voyais pas faire carrière dans la recherche académique. J'avais envie de rencontrer le monde économique, d'ancrer mes travaux dans une démarche professionnelle.

A priori, rien ne me destinait à travailler sur le bâtiment et l'énergie. C'est un stage au service R&D de GDF-SUEZ qui a constitué ma porte d'entrée sur ces sujets, en 2006. J'ai alors

travaillé au sein d'une équipe d'ingénieurs de recherche pluridisciplinaires sur questions diverses relatives à la promotion des énergies renouvelables. Ils avaient surtout une approche surtout technico-économique, en termes de rentabilité, de technologies disponibles... et j'ai contribué à développer une approche sociologique en partant des logiques d'acteurs. Après ce stage, j'ai fait quelques prestations pour ce même service avant de m'y engager pour faire une thèse en entreprise (sous CIFRE¹) jusqu'en 2011 où j'ai soutenu ma thèse à la Sorbonne.

Pendant plusieurs années, j'ai donc été baigné dans l'univers habituel de l'énergie et du bâtiment, focalisé sur une approche technico-économique, laquelle est, de fait, dominante. J'étais un peu " le sociologue de service " dans cet univers mais je me suis positionné dans la co-construction. J'ai voulu de sortir de la posture exclusivement critique que porte parfois le regard sociologique, lui trouver une utilité pour les acteurs.

¹ Convention Industrielle de formation par la Recherche

Quelles évolutions as-tu perçues au cours de ces dix dernières années, par rapport à cette approche technico-économique dominante ?

L'énergie était donc surtout vue en tant que réalité technique et économique et la dimension sociale était peu prise en compte. Mais on ne comprenait pas le blocage de la demande en matière d'EnR alors que les calculs théoriques démontraient leur rentabilité technico-économique. L'enquête de terrain a mis en évidence l'existence d'une logique propre aux acteurs : par exemple, les prescripteurs n'avaient pas intérêt à prescrire les EnR dans la mesure où cela bouleversait leurs pratiques habituelles. C'est précisément un des apports des sciences humaines et sociales (SHS) que de montrer que la logique des acteurs pèse systématiquement sur les décisions, et ce quel que soit le sujet étudié. Dans cette perspective, on peut dire que la force des SHS et des métiers qui en sont dérivés est de s'intéresser aux acteurs, à leurs pratiques et à leur perception. Au départ, toutes les questions étaient centrées sur l'utilisateur et l'habitant : ses pratiques, ses représentations, sa consommation d'énergie. Je me suis rendu compte au fur et à mesure que ces questions étaient utiles pour mettre en évidence le poids des contraintes mais que les possibilités d'action et de changement impliquaient de changer d'échelle et d'aller voir du côté des systèmes d'acteurs. Il est nécessaire d'adopter un double regard, non seulement centré sur l'utilisateur mais aussi sur les professionnels induisant des situations de cadrage des pratiques et des usages.

Les SHS sont a priori rangées au niveau du « comportement individuel », alors qu'elles travaillent aussi à d'autres échelles : organisationnelle, politique voire géopolitique. Les SHS et la sociologie sont plurielles. C'est d'ailleurs pour gagner en diversité d'approche et en liberté de parole que j'ai créé mon propre bureau d'études en sociologie appliquée. Non pas que je me sois senti bridé auparavant, mais en travaillant avec plusieurs commanditaires, j'ai plus d'opportunités à prendre la parole et à

diffuser des idées variées au sein du monde des experts de la transition énergétique, à propos des Bâtiments Basse Consommation, des compteurs communicants, de campagnes de sensibilisation aux économies d'énergie².

Les SHS ne rencontrent-elle pas le risque d'être instrumentalisées, par exemple en étant utilisées pour faire en sorte que les usagers se conforment aux systèmes techniques ?

Oui, il est bien réel mais je n'ai jamais crié haro sur le risque d'instrumentalisation car j'y vois quelque chose de positif. Cela constitue déjà une marque d'intérêt et un premier degré d'appropriation des résultats de recherche. Pour moi, le problème réside surtout dans le fait de se cantonner à cette posture instrumentale.

Dans mes travaux, j'ai d'ailleurs souligné trois postures possibles quant à l'utilité sociale de la sociologie de l'énergie dans le paysage de la transition énergétique :

- La sociologie instrumentale s'inscrit dans le cadre d'un projet, comme par exemple dans les expérimentations de smart-grids ou d'affichage des consommations énergétiques, où la fonction de la connaissance sociale produite est de maximiser la chance d'atteindre les objectifs sans remise en cause possible du système technique autour duquel est bâti le projet.
- La sociologie réflexive part des présupposés des professionnels et des experts techniques sur la réalité sociale, par exemple le fait que les habitants menacent les objectifs BBC par ce qu'ils sont focalisés sur leur confort. Il s'agit ici de remettre en cause ces présupposés, construits bien souvent à partir d'idées simplistes sur le « facteur humain » ; une telle sociologie vise à enrichir le débat en

² Voir les différentes publications sur le blog : <http://gbrisepierre.fr/publi/>

montrant, au contraire, la diversité et la complexité de la machine humaine.

- La sociologie critique défend deux points de vue différents et d'ailleurs contradictoires : elle critique une technocratie établie en montrant le primat des modes de vie. Dans l'acception pro-techniciste de la transition énergétique, l'humain est considéré comme une variable d'ajustement. Il faudrait plutôt prendre l'humain comme point de repère pour faire les projets. Dans cette posture, il y a aussi une sociologie plus militante qui met en avant des expériences pionnières de « sobriété » pour montrer l'univers des possibles.

Mais la question de l'intérêt à réfléchir en prenant plus en compte le « facteur humain », au lien entre action et changement social, ne pose-t-elle pas la question des procédures, méthodes et outils qui restent à produire et à éprouver en matière d'accompagnement de l'usage ?

À travers mon travail de recherche appliquée, j'ai mis le doigt sur certains problèmes, notamment ceux qui concernent les bâtiments performants. La diffusion de ces travaux et d'autres a généré des demandes d'accompagnement des professionnels par rapport aux difficultés rencontrées.

À partir de fin 2012-2013, j'ai commencé à recevoir des demandes de bailleurs sociaux, de collectivités, de maîtres d'ouvrage, de bureaux d'études techniques, d'architectes qui me disaient : « on a bien conscience des problèmes que soulèvent vos travaux mais qu'est-ce que vous nous proposez, pourriez-vous nous accompagner, quelles sont les solutions ? ».

Je n'étais pas tout à fait à l'aise avec ces demandes pourtant tout à fait légitimes, car je n'ai pas toutes les clés pour y répondre : ce n'est pas par l'enquête qu'on peut résoudre les problèmes et quoiqu'il en soit, des outils sont à construire. J'ai donc commencé à discuter avec

des acteurs qui étaient en position d'accompagnement et non uniquement de recherche... C'est l'esprit du réseau AMU qui constitue pour moi un bain bouillonnant culturel et relationnel. La question de la maîtrise d'usage ne se limite pas à l'appropriation des bâtiments performants et j'ai été confronté à mes propres limites à travers la demande des acteurs. Les travaux récents que j'ai menés sur les professionnels pour l'ADEME et Leroy Merlin Source³ m'ont permis de retourner la question, de passer de « comment la sociologie peut accompagner les habitants ? » à « comment les professionnels peuvent produire ces réponses » ?

Quelle(s) évolution(s) as-tu perçue(s) entre tes premiers pas sur les questions d'énergie et aujourd'hui ?

La sociologie de l'énergie infuse dans le monde professionnel depuis une petite dizaine d'années, ce qui a produit une évolution générale de la manière dont on voit les problèmes.

La question du 19°C est symptomatique : on est parti d'une approche assez autoritaire du sujet, les SHS ont montré que de fixer une consigne de température à 19°C n'était pas tenable, d'une part car elle ne correspond pas aux pratiques et que d'autre part, elle génère des stratégies de détournement (par exemple, branchement de radiateurs d'appoint). La solution est d'adapter la température de référence prise en compte lors de la conception du projet.

Aujourd'hui, il y a presque une dérive inverse quant à la prise en compte de l'usager, qui est parfois considéré comme une solution magique. On sait que la transition énergétique ne se fera pas sans l'habitant. Mais ce dernier n'a pas les réponses, il n'en a qu'une partie.

³ BRISEPIERRE Gaëtan, « L'accompagnement des habitants » : une évidence à déconstruire, 2015. URL : <http://gbrisepierre.fr/laccompagnement-des-habitants-une-evidence-a-deconstruire-rapport-2015/>

Même si de fausses idées persistent, en résistance à cette approche qui « infuse », les travaux menés en SHS ont permis de dépasser les visions simpliste et car elles ont cette vertu que de montrer la diversité des situations possibles. Cela dit, les approches simplistes restent car sur le plan cognitif, l'homme a besoin de figures simples pour appréhender une réalité complexe.

Le réseau AMU s'est créé par rapport au besoin d'accompagnement des habitants dans les bâtiments, de faire du lien entre le bâtiment et l'usager. Progressivement, il y a eu un déplacement de la problématique au niveau de la conception : tenir compte des réalités d'usage en amont pose un certain nombre de difficultés et questionne les méthodologies de conception. Mais globalement, on reste toujours dans une vision de l'usager récepteur, un usager qui est acté par la technologie. Une autre étape à franchir serait l'accompagnement de l'usager décisionnaire dans les projets, notamment dans la copropriété.

Finalement, la notion « d'assistance à maîtrise d'usage » peut paraître restreinte si on considère que le problème est situé en amont et en aval de la réalisation du bâtiment. On a bien trois dimensions, dans l'AMU, à savoir un accompagnement : à la livraison, à la conception et à la prise de décision (lorsque l'usager devient lui-même décideur du projet). D'ailleurs le caractère hétéroclite des profils des membres du réseau AMU rejoint la question de la professionnalisation : certains viennent de la recherche en SHS, ou des métiers de conseil, d'autres ont un parcours plus journalistique. Mais au-delà des objectifs

d'échanges propres au réseau, n'y a-t-il pas, quant à la question de l'AMU, un objectif de répondre à ces demandes sociales ?

N'y-a-t-il pas une difficulté chez les maîtres d'ouvrage de formulation des besoins et de la demande sociale d'accompagnement en AMU ? Comment fais-tu dans ton activité d'étude et de conseil ?

Je fais ce travail de manière informelle, dans le cadre des relations avec les différents acteurs, au gré des échanges.

Cette demande prend des formes différentes : elle va du souhait d'impliquer les usagers au moment de la conception, à celle de leur faciliter l'appropriation des logements. Souvent, elle est formulée de la manière suivante « on voudrait impliquer nos locataires dans cette transformation ». Mais il y a une difficulté à préciser le type de livrable.

Toute activité non balisée est difficile à évaluer a priori. Dans ce domaine du conseil, cela rend le chiffrage des prestations plus difficile.

Sur une activité de recherche, il s'agit de production et d'analyse de données, puis de communication des résultats. Sur une activité de conseil, le chiffrage se fait sur la participation à des réunions, la production de notes, de comptes-rendus. Mais il reste difficile d'anticiper le volume de temps et cette incertitude est difficile à gérer quand il s'agit d'intégrer un assistant à maîtrise d'usage